



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration de la FSU 47 au CDEN du 09/11/2023

La FSU 47 a initié les rassemblements départementaux en hommage à nos collègues assassinés. L'unité syndicale a permis une organisation en quelques heures. L'émotion, le recueillement étaient palpables entre celles et ceux qui s'y sont rendu·es. La colère était également perceptible, car ces drames, bien qu'impossibles à anticiper puisque relevant d'actes individuels, n'ont servi au gouvernement qu'à cautionner ses politiques publiques indigentes et contre-productives, sans jamais vraiment donner la parole aux personnels. Les grands-messes commémoratives de certains établissements ont écoeuré nombre de collègues et paru complètement hors-sol à beaucoup d'élèves. Quant au mépris pour les personnels du premier degré, qui n'ont eu aucun temps pour se rencontrer, c'est un affront de plus.

Dans une situation internationale dominée par les paroles des va-t-en guerre, bien caché·es dans leurs bureaux, qui font fi des conditions de survie – ou de mort – des populations civiles, il serait pourtant primordial de faire ensemble le point sur l'éducation des futures générations. Loin d'instrumentaliser des peurs légitimes à des fins populistes, il conviendrait d'aborder avec lucidité et courage les conditions nécessaires à l'émancipation vis-à-vis des idéologies destructrices.

Il est de notre devoir de donner à la jeunesse de ce pays confiance en ses institutions et en un avenir commun.

Malheureusement la direction prise par notre ministère tourne le dos à cette ambition nécessaire. Comme il y a 3 ans, après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie tué parce qu'il faisait son métier, de nombreux·ses hommes/femmes politiques se sont empressé·es d'exprimer leur soutien à la communauté éducative et de réaffirmer et valoriser l'école comme un rempart contre l'obscurantisme. Mais il ne suffit pas de convoquer l'idéal de l'École de la République et les grandes déclarations à l'attention des personnels à chaque drame. C'est même particulièrement insupportable quand ces bonnes intentions ne sont pas suivies d'actes pour renforcer l'école en lui donnant les moyens de fonctionner pour, entre autres réduire les inégalités et améliorer les conditions d'exercice des personnels. Améliorer la sécurisation des établissements scolaires sans accroître le nombre de personnel et sans une autre politique éducative sera insuffisant. Quelle hypocrisie d'évoquer l'école « exemplaire » et de voter parallèlement un projet de budget où sont prévues 2500 suppressions d'emplois. À la rentrée il manquait un·e enseignant·e dans au moins la moitié des établissements scolaires, et de nombreux personnels sociaux, de santé ou encore administratifs. Quelle hypocrisie de parler de culture générale et de vouloir tout recentrer sur les savoirs fondamentaux, alors même que l'ensemble des disciplines participent de cette culture générale et à l'émancipation des jeunes. L'École ne peut pas tout, mais pour lui permettre de remplir tout son rôle, il y a besoin de personnels formés en nombre suffisant.

Dans le département du Lot-et-Garonne, le DASEN n'a de cesse d'évoquer la « baisse des effectifs » et de se féliciter de la justesse de ses prévisions. Or, des mesures exceptionnelles et provisoires, sur un an, ont dû être prises en urgence, juste avant la venue en tambours et trompettes du président Macron, sur des cas d'écoles sur lesquelles nous avons alerté en vain ce même DASEN depuis le début des commissions de carte scolaires du premier degré. Quel gâchis ! Quelle perte de temps ! Quel mépris des personnels et des élèves puisque le jeu des affectations en-dehors du cadre paritaire ont entraîné pour certaines collègues des mutations non voulues, des changements successifs d'enseignantes de GS-CP, etc.

Pour le second degré, le système ne tient qu'à grand-peine et par l'usage en augmentation inquiétante du recours aux contractuel·les, avec tous les problèmes de recrutement, d'organisation, d'affectations... et parfois de démission qui vont avec ce type d'emploi précaire. Le DASEN lui-même reconnaît qu'il n'y a pas de bonne solution dans ce cadre-là. Pourtant, un choix politique efficient existe (et la FSU l'a rappelé maintes fois) : créer des postes !

Pour ce qui concerne la filière professionnelle, le choix de moins d'heures en enseignement général et de l'augmentation des périodes de stages va cantonner nos élèves dans un bac+1 (certificat de spécialisation de niveau bac pro). Or, toutes les études montrent que plus les jeunes sont diplômé·es, plus ils et elles sont maintenu·es en emploi. Par ailleurs les jeunes qui sont envoyé·es sur des formations en CFA d'entreprises (ex Mac Do) qui ne recrutent pas sur la durée, juste pour répondre à

un besoin de main-d'œuvre immédiat peuvent se sentir sacrifié-es pour ce qui concerne leur formation professionnelle.

D'ailleurs le gâchis se prolonge aussi du côté des professeur-es des écoles stagiaires qui, de fait, ne sont plus aux yeux de l'administration, que des personnes en face d'une classe, bien loin des stagiaires formé-es d'une époque où on pensait qu'enseigner, cela s'apprend, avec des professionnel·les et des va-et-vient avec la recherche, pas en appliquant aveuglément une Bible, un Coran ou une Thora pédagogique susceptible de pallier toutes les difficultés.

Organiser la pénurie d'enseignant-es pour dégrader le système éducatif c'est une vieille recette. Quoi de mieux que de décourager les bonnes volontés par de mauvaises conditions de travail, un salaire dégradé et un encadrement toujours plus hors-sol ? Le résultat est là : nos métiers n'attirent plus.

Le recours aux heures supplémentaires via le Pacte a permis de camoufler en partie les postes vacants et les problèmes de remplacement mais sur la durée cela ne tiendra pas. On ne peut pas faire correctement classe sans connaître la matière, remplacer au pied levé, et rajouter des heures là où les personnels sont, pour beaucoup, déjà en surcharge de travail.

Et pour la revalorisation salariale annoncée, elle reste très en-deçà des réalités de la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires. Et le Pacte n'est pas une augmentation de salaire mais du « travail au noir », qui ne contribue en rien au redressement des finances publiques et des caisses de la sécurité sociale.

Pour ce qui concerne le grand chantier de l'inclusion, force est de constater qu'il n'est pas en bonne voie. Certes, il y a moins d'élèves qui ne sont pas dans les classes "ordinaires" mais uniquement parce qu'il y a de moins en moins de places dans les établissements et que les inclusions sont parfois très partielles (car trop difficiles). Les AESH n'ont toujours pas de vrais emplois à temps plein et surtout des salaires qui permettent de vivre décemment et de se projeter dans ce métier ; l'organisation est toujours aussi chaotique avec de plus en plus de prises charge mutualisées et parfois des aberrations d'affectation.

N'oublions pas non plus que les équipes pédagogiques sont au bord de l'implosion au vu d'ambiances de classe complètement dynamitées par des crises à répétition. Et quelles sont les réponses ? Avant les vacances d'automne le mantra institutionnel c'était : « Il faut tenir », après les vacances, c'est : « Mettez-vous en arrêt ». C'est inacceptable, ni pour les personnels, ni pour les élèves, encore moins pour le système éducatif dans son ensemble.

Nous déplorons une politique gouvernementale, rectorale et départementale bien loin des enjeux d'une « école réellement pour toutes et tous ».

Affichage et droit du prince ne sont pas des actes démocratiques.

Rendre compte des finances publiques et présenter des projets clairs, sur la durée, pour le système éducatif serait-ce trop demander ?

La liste est longue : la carte de l'Éducation prioritaire, les financements réels des dispositifs du type Territoires Éducatifs Ruraux, ou NEFLE (Notre Ecole Faisons-la Ensemble) qui proposent aux initié-es de l'argent ou des prestations, mais également les financements de projets dévolus aux chefs d'établissement sans contrôle systématique, les déroulements de carrière des fonctionnaires rendus opaques (promotions, affectations ne sont plus disponibles pour vérification). Et que dire des réorganisations d'écoles qui apparaissent n'importe quand, parfois dans le dos des IEN de circonscription, toujours au détriment d'un travail de réflexion commun avec l'ensemble des personnels et décisionnaires.

Confiance et transparence ne peuvent pourtant pas être à géométrie variable pour que l'Éducation Nationale soit respectable et respectée.

Pour conclure, monsieur le préfet, monsieur le DASEN, madame la présidente du Conseil Départemental, si nous avons été consulté-es par le président, nous lui aurions dit, (mais peut-être l'avez-vous fait ?), que pour réussir, nos élèves n'ont pas besoin de brigades de gendarmerie supplémentaires, ni de Service National Universel, mais de professeur-es qualifié-es, d'effectifs allégés et de personnels éducatifs et techniques supplémentaires et à statut pérenne.

Comptez sur la FSU et ses syndicats pour porter haut et fort les objectifs d'une école de qualité pour tous les élèves et les personnels.